A+ A-

Macron rattrapé par l'ISF

Gouvernement. Le ministre de l'Economie va devoir payer de façon rétroactive l'ISF, le fisc ayant réévalué son patrimoine. Un revers pour Macron qui plaide sa bonne foi.

Pauline Théveniaud

Emmanuel Macron, qui vient de lancer son mouvement, En marche, se défend de toute fraude : « Je me suis toujours conformé à ce que ces administrations m'ont demandé ». (LP/Delphine Goldsztejn.)

UN ACCIDENT FISCAL a grippé hier la machine Macron. Le ministre de l'Economie a beau plaider la bonne foi, ses équipes marteler que « sa situation est régulière », les révélations de Mediapart et du « Canard enchaîné » sur sa situation fiscale font office de gros grain de sable. Mi-avril, Emmanuel Macron critiquait l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) à mots couverts, disant lui « préférer la taxation sur la succession »… Voilà que l'on apprend qu'il va devoir payer l'ISF de façon rétroactive à la suite des vérifications menées par le fisc sur son patrimoine. Vendredi, il suggérait à un militant hostile à la loi Travail de travailler pour se payer un costard… Voici cet ancien de la banque Rothschild contraint de s'expliquer sur l'estimation de la villa de son épouse au Touquet (Pas-de-Calais). « Je suis en conformité avec l'administration fiscale. Je suis en conformité avec la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Je me suis toujours conformé à ce que ces administrations m'ont demandé », a plaidé Macron, mâchoire serrée, depuis Saint-Amand (Nord) où il visitait une usine hier après-midi. « Nous n'avons eu aucun signalement particulier de la Haute Autorité ou des services fiscaux », indique-t-on à l'Elysée sans plus de commentaire.

Prompt hier à dénoncer « un acharnement », un « Macron bashing », et à certifier que « le ministre n'est pas contre l'ISF », son entourage a bien compris l'effet ravageur de ce télescopage.

De là à y voir « une cabale » contre celui qui vient de lancer son propre mouvement, En marche… « Je ne suis dupe de rien. Sachez-le », a lui-même prévenu le ministre. Et de souhaiter « bon courage et bonne chance » à ceux qui tentent de le « déstabiliser », de le « fragiliser ». Décryptage de ses équipes à Bercy : « Les informations qui ont été révélées sont couvertes par le secret fiscal, c'est un acte malveillant à son égard. » Après avoir reçu un SMS de Macron lui assurant qu'il n'y avait « rien à signaler », Pascal Terrasse s'est aussitôt chargé de diffuser la bonne parole dans les couloirs de l'Assemblée. « Tout ça est orchestré », dénonce-t-il. Pourquoi ? « Parce qu'il dérange le jeu de quilles. On voit bien que c'est orienté », estime le député